3385

REPUBLIQUE DU SENEGAL

AGENCE DU FONDS DE DEVELOPPEMENT SOCIAL

AFDS

Immeuble EPI, 1er étage. Rue 1 X Boulevard du Sud.
Tél. : 865 22 56 - BP : 16324 Dakar

ACQUISITION D'UN SYSTEME D'INFORMATION DE SUIVI DE LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE ET D'UN SYSTEME INTERNE DE GESTION POUR L'AGENCE DU FONDS DE DEVELOPPEMENT SOCIAL (AFDS)

CAHIER DE RECETTE

Janvier 2005

TABLE DES MATIÈRES

Introduction 2

1. matérielS ET EQUIPEMENTS 2

Modèle et caractéristiques techniques : 3

2. Liste des outils logiciels (avec ou sans licence) 5

3. logiciels APPLICATIFS METIERS 6

4. prestations attendues 7

5. documents et rapports livrables 8

6. Fonctionnalités des modules applicatifs 8

7. Recette globale du système (clé en main) 8

INTRODUCTION

Le présent document de recette fournit les instructions de vérification pour la recette provisoire des systèmes installés et mis en exploitation dans le cadre du marché conclu par l'Agence du Fonds de Développement Social (AFDS) avec le groupement SMB pour l'acquisition d'un système d'information de suivi de la lutte contre la pauvreté.
Ce document comporte aussi bien la procédure de validation de la nomenclature des équipements informatiques, électriques et de télécommunications, mis aussi des fonctionnalités de l'ensemble des applicatifs conçus et mis en œuvre dans le cadre de ce marché.
Il doit être déroulé par une commission appropriée en vue de la prononciation de la réception provisoire avec ou sans réserves mineures n'handicapant pas la mise en exploitation réelle du système.
La procédure de réception, en raison de la multiplicité des composantes du système doit se conformer à la nature de chacune d'elles. Ainsi peut on retenir les volets suivants qui comportent aussi bien une évaluation quantitative que qualitative :

- ⊠ les serveurs et postes de travail
- ⊠ les équipements réseaux et électriques
- ⊠ les fournitures et pièces de rechange
- ⊠ les logiciels systèmes et applicatifs développés

1. MATERIELS ET EQUIPEMENTS

Les matériels et équipements mis en œuvre dans le cadre du marché peuvent être classés en 3 catégories :

Tableau 1.1 Equipements informatiques (Serveurs)

Qté	Désignation	Site	Marque & modèle	Numéro de série	Observations
1	Serveur		ProLiant ML330 G3 Tour		
1	Serveur		ProLiant ML330 G3 Tour		
1	Serveur		ProLiant ML330 G3 Tour		
1	Serveur		ProLiant ML330 G3 Tour		
1	Serveur		ProLiant ML330 G3 Tour		
1	Serveur		ProLiant ML330 G3 Tour		
1	Serveur		ProLiant ML330 G3 Tour		
1	Serveur		ProLiant ML330 G3 Tour		
1	Serveur		ProLiant ML330 G3 Tour		
1	Serveur		ProLiant ML330 G3 Tour		

MODELE ET CARACTERISTIQUES TECHNIQUES :

Caractéristiques techniques	S1	S2	S3	S4	S5	S6	S7	S8	S9
CPU : Processeur : P 4 / 2,8 Ghz									
Rack sans DD - iLO, Evolutif bi-processeur									
Mémoire vive 512Mo (installation par paire) extensible à 8Go									
Connecteurs d'extension : 2 x PCI-X 64bits/100 MHz									
Contrôleur réseau : 2 x 10/100/1000 WOL									
Contrôleur disques Smart array 5i+ bi-canal Ultra 3 Wide intégré									
2 X Disques durs 36,4Go Ultra320 SCSI - 10000 TPM - 1" universel									
Lecteur CD 48x max IDE (éjectable)									
Floppy 1,44Mo (fixe)									
Contrôleur vidéo ATI Rage XL 8Mo VRAM									
Interfaces externes : 3 RJ45 (1 pour ILO), 1 port série, 2 USB, 1 interface graphique,									
1 port clavier, 1 port souris, 1 port vidéo									
Alimentation : 400 Watts									
Lecteur DAT interne 72 Go									
Clavier Azerty									
OS : Linux Red Hat 9.0 / Windows 2003 serveur									

2. OUTILS LOGICIELS (AVEC OU SANS LICENCE)

Tableau 3. Liste des logiciels (système et autres outils – CD d'installation, procédure d'installation et de pramétrage, personnalisation)

Tableau 2.1. Liste des logiciels libres système (CD d'installation, procédure d'installation et de pramétrage, personnalisation)

Nb Lic	Désignation outil logiciel	Editeur	Version	Observations
sans	Redhat Linux (Système d'exploitation des serveurs)			
sans	MySQL (Base de Données pour les Applications)			
Sans	Apache (Logiciel Serveur Web)			
Sans	Collaborative Portal Server (Outils collaboratifs)			
Sans	Postfix-Qmail (logiciel de messagerie)			
Sans	SpamAssassin (logiciel de protection contre les messages indésirables)			
Sans	OpenLDAP (Répertoire LDAP)			

Tableau 2.2. Liste des outils logiciels système avec licence (CD d'installation, procédure d'installation et de pramétrage, personnalisation)

Nb Lic	Désignation outil logiciel	Editeur	Version	Observations
1	Cognos Reportnet Administrator			
1	Cognos Power play Administrator			
4	4 Cognos Reportnet Professional Author			
	10 Cognos Reportnet Recipient			
	2 Cognos Analyser Administrator ????			
	10 Cognos Analyser Business			

3. LOGICIELS APPLICATIFS METIERS

Tableau 3.1. Liste des modules applicatifs développés (SIG-AFDS) (CD d'installation, procédure d'installation et de pramétrage, personnalisation)

N°	Titre module fonctionnel	Confection de Jeux d'essais par :	Test concluant PV en date du :	Observations / réserve
1	Module de gestion des partenaires d'appui et prestataires			
2	Module de gestion des microprojets et sous projets			
3	Module de gestion des localités et groupes cibles			
4	Module de gestion des OCB			
5	Module de gestion des indicateurs			
6	Module de planification des activités			
7	Module de gestion des contrats			
8	Outils d'analyse multidimensionnelle de données / Production de rapports			
9	Outils collaboratifs pour la gestion des fonctions de publication et de partage			
11	Fonctions d'enregistrement et de mise à jour des données			
12	Fonctions de recherche			
13	Fonctions d'éditions d'état			
14	Lecture de données de la base de données TOMPRO			

Tableau 3.2. Liste des modules applicatifs développés (SILCP) (CD d'installation, procédure d'installation et de pramétrage, personnalisation)

N°	Titre module fonctionnel	Confection de Jeux d'essais par :	Test concluant PV en date du :	Observations / réserve
1	Gestion des localités et de leurs communautés			
2	Gestion des intervenants et de leurs activités			
3	Gestion des projets			
4	Gestion des indicateurs			
5	Gestion de paramétrage			
6	Gestion des usagers			
7	Reporting avec l'outil Reportnet de Cognos			
8	Fonctions d'enregistrement et de mise à jour des données			
9	Fonctions de recherche			
10	Fonctions d'éditions d'état			
11	Codification des bases de données			

4. PRESTATIONS ATTENDUES

Tableau 4.1 Liste des prestations attendues (conception, développements, installation, déploiement, formation, suivant chronogramme prévisionnel, etc)

N°	Nature de la prestation	Date de finalisation	Niveau d'exécution	Observations
	Cadrage et Spécifications de l'analyse			
	Livraison des Équipements et logiciels.			
	Installation et configuration			
	Déploiement en test du SIG AFDS et formation			
	Formation des utilisateurs du SIG AFDS			
	Formation technique			
	Déploiement en test du SILCP			
	Formation utilisateurs			
	Formation technique			
	Livraison et installation SIG-AFDS			
	Tests par jeux d'essais			
	Mise en exploitation			
	Livraison et installation SILCP			
	Tests par jeux d'essais			
	Mise en exploitation			
	Documentation livrable			

5. DOCUMENTS ET RAPPORTS LIVRABLES

Tableau 5. Liste des documents (prospectus techniques, documentations de l'ensemble des produits, guides utilisateurs confectionnés, supports de cours, documents de test, etc)

N°	Type de document	Intitulé	Date et version	Observations
	Package d'installation			
	Documentation système des programmes informatiques			
	Documentation paramètres et configuration d'exploitation			
	Manuel de procédures d'administration			
	Manuel d'utilisation			
	Documentation de formation			

6. FONCTIONNALITÉS DES MODULES APPLICATIFS

En référence à l'offre du fournisseur, et de la liste des modules logiciels devant être conçus et mis en œuvre, la procédure de vérification de l'opérationnalité de ces modules doivent suivre la procédure ci-après :

7. RECETTE GLOBALE DU SYSTÈME (CLÉ EN MAIN)

Liste de membres de la commission de réception provisoire avec titre et structure d'appartenance :

Nom & Prénoms	Titre	Structure	Émargement

ANNEXE 1

1. Ensemble des PV de tests par jeux d'essais de chaque module logiciels
2. Copie des licences originales des outils logiciels
3. Architecture détaillée et enchaînement des modules logiciels de chaque système (SIG-AFDS et SILCP)
4. Nomenclature des outils logciels utilisés et copies sur support CD
5. Prospectus techniques de l'ensemble des équipements et matériels informatiques, électriques et télécom
6. Tout support décrivant les modalités de mise en oeuvre des systèmes
7. Procédures de sauvegarde et de restauration de chaque système

NOTES :

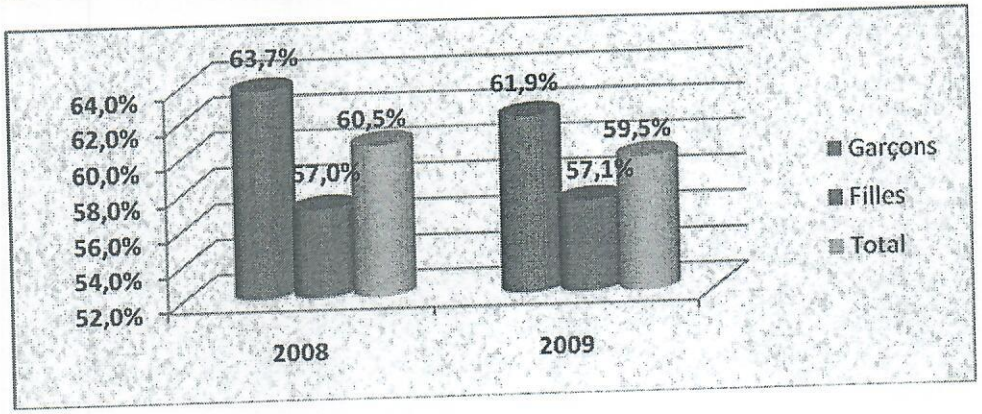
Les progrès enregistrés dans le TBPS s'explique par les performances notées au niveau de la mise en place des structures de prise en charge de la Petite enfance qui sont passées de 1540 au nombre de 1725 soit une augmentation de 12% contre seulement 3,6% entre 2007 et 2008 là où la pomulation présolarisable ne connaît qu'un taux d'accroissement de 2,5%.
La prise en charge du DIPE est limitée par l'insuffisance des infrastructures et leurs équipements(en 2009, aucune construction de CTP n'a été faite) et l'insuffisance de la qualification des personnels enseignants, particulièrement dans les structures communautaires et privées.
Le manque de coordination des interventions limite fortement l'efficacité du sous secteur.
L'ouverture de classes préparatoires dans certaines écoles élémentaires est un levier qui a contribué à l'amélioration du TBPS.

2.1.2.2. Au niveau de l'Enseignement Moyen :

La demande potentielle est passée de 1 116 507 à 1 142 795 pour 2009 avec un pourcentage de 49,4% pour les filles qui sont pourtant majoritaires dans les régions de Dakar, Diourbel et Kaolack. La proportion de filles la plus faible est notée au niveau de la région de Matam qui n'en a que les 4,5%
Durant cette période le réseau des établissements d'enseignement moyen s'est accru de 90 unités dont 51 en milieu rural.

La transition dans le cycle : Le taux de transition est l'indicateur le plus couramment utilisé pour analyser l'accès à l'Enseignement Moyen. Entre 2008 et 2009, l'indicateur a baissé d'un point passant ainsi de 60,5% à 59,5%. Cette régression est à notée au niveau des garçons (de 63,7% à 61,9%) au moment les filles enregistre un faible progrès (de 57% à 57,1%) et elle n'est pas conforme à une avancée progressive vers une éducation de base de 10 ans telle que déclarée dans la Lettre Générale de Politique Sectorielle, référence de la phase III.

Figure 1: Taux de transition du Moyen en 2008 et en 2009



Source : Rapport national sur la situation de l'éducation en 2009
Ce sous secteur a bénéficié de 12% du budget de fonctionnement en 2009. Les résultats ci-après ont été enregistrés :

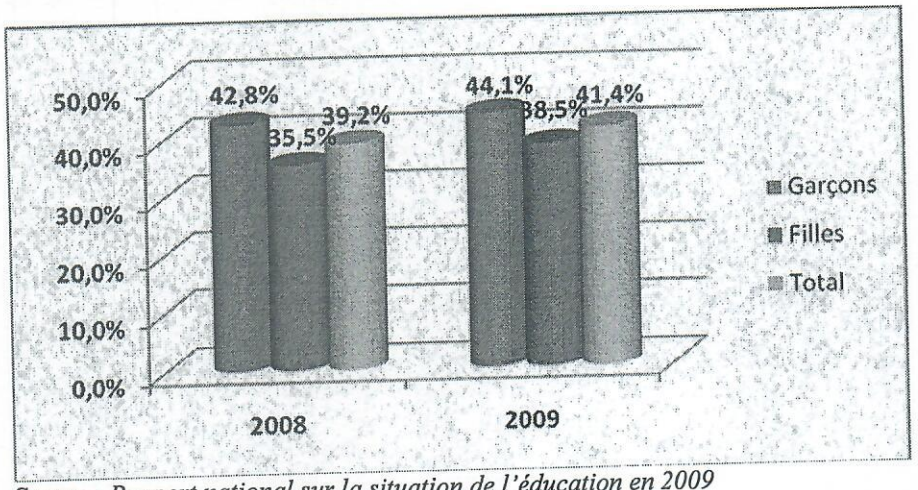
De 2008 à 2009 les effectifs du moyen ont évolué de 8,03% passant de 437532 à472661.

Les filles ont enregistré plus de progrès (11,38%) que les garçons 5,32%.

La participation : Apprécié à partir du taux brut de scolarisation (TBS), la participation s'élève ainsi à 41,4% pour un objectif de 40,2% (soit un écart positif de 1,2 point). Il gagne 2,2 points de pourcentage par rapport à l'année 2008. Près de six enfants sur dix de la tranche d'âge concernée sont en dehors du cycle de l'Enseignement Moyen ce qui appelle plus d'efforts et d'efficacité du Programme pour la réalisation progressive d'une éducation de base de 10 ans pour tous les enfants.

Les garçons sont mieux représentés dans le moyen avec un TBS de 44,1% contre 38,5% chez les filles. L'indice de parité a évolué de 0,83 à 0,87 mais demeure toujours favorable au garçons.

Figure 2:Taux brut de scolarisation du Moyen en 2008 et en 2009



Source : Rapport national sur la situation de l'éducation en 2009

L'évolution du TBS est à corréler avec l'accroissement des capacités du réseau dans le sous secteur : de 2008 à 2009, l'augmentation globale est estimée à 90 établissements abritant un premier cycle du Secondaire, soit un accroissement de 8,95%. Cette évolution positive a surtout été marquée en zone rurale (12,11%) et plus particulièrement dans les établissements publics qui ont connu une augmentation de 43 unités dont la plupart sont des collèges de proximité créés et logés sous abris.

Signalons le poids important du privé particulièrement à Dakar. Cette ville concentre avec Thiès et Ziguinchor 284 structures privées, soit 45,6% du réseau urbain.

Résorption des Disparités entre les sexes :

- ✓ ***La transition :*** elle reste favorable aux garçons en 2009, l'écart entre les deux sexes est passé de 6,7 points en 2008 à 4,8 points en 2009 suite à une régression de la

transition au niveau des garçons qui est passé de 63,7 à 61,9. L'indice de parité s'élève à 0,92.

- ✓ ***Pour la scolarisation :*** les garçons sont plus scolarisés que les filles comme en témoigne le TBS qui est de 44,1 % chez les premiers contre 38,5% chez les secondes. L'indice de parité du TBS se situe à 0,87 contre 0,83 en 2008. Malgré le léger progrès, il est encore en défaveur des filles, montrant ainsi l'importance des efforts à fournir pour atteindre l'objectif.

Résorption des Disparités entre les régions :

Les disparités sont assez marquées dans la transition CM2- 6ème comme l'atteste la valeur du coefficient de variation (CV= 12,5%). Les plus forts taux sont enregistrés à Ziguinchor (71,4%) suivi de Matam (68,3 %), Dakar 66,1% Tamba (60,6%) et Fatick (60,1%). Les plus faibles taux se signalent dans les régions de Louga (50,4%).et Kaolack (49,3%,). La faiblesse dans la performance au niveau de l'accès au cycle pourrait être corrélée surtout à l'insuffisance des capacités d'accueil suite au retard des Programmes de construction pour le sous secteur (BID, BADIV, BCI, IDA/USAID).

Tableau 4:les disparités dans l'accès et dans la scolarisation au Moyen en 2009

IA	Taux de transition			IP(F/G)	Taux brut de scolarisation			IP(F/G)
	Garçons	Filles	Total		Garçons	Filles	Total	
Dakar	66,7%	65,4%	66,1%	0,98	73,1%	70,5%	71,7%	0,96
Diourbel	58,4%	52,3%	55,2%	0,9	20,1%	17,2%	18,6%	0,86
Fatick	63,5%	56,9%	60,1%	0,9	48,3%	44,0%	46,2%	0,91
Kaolack	52,7%	45,8%	49,3%	0,87	31,6%	24,9%	28,2%	0,79
Kolda	56,4%	47,7%	52,7%	0,85	45,9%	25,5%	36,0%	0,56
Louga	50,2%	50,6%	50,4%	1,01	23,0%	20,3%	21,7%	0,88
Matam	71,3%	65,9%	68,3%	0,92	22,3%	22,1%	22,2%	0,99
St-Louis	60,8%	49,2%	54,7%	0,81	38,1%	36,7%	37,4%	0,96
Tamba	66,3%	53,1%	60,6%	0,8	37,2%	22,6%	30,1%	0,61
Thiès	59,8%	55,5%	57,6%	0,93	46,0%	45,7%	45,8%	0,99
Ziguinchor	72,7%	69,9%	71,4%	0,96	80,4%	70,6%	75,8%	0,88
Sénégal	**61,9%**	**57,1%**	**59,5%**	0,92	**44,1%**	**38,5%**	**41,4%**	0,87
Moyenne	**61,7%**	**55,7%**	**58,8%**		**42,4%**	**36,2%**	**39,3%**	
Maximum	**72,7%**	**69,9%**	**71,4%**		**80,4%**	**70,5%**	**74,4%**	
Minimum	**50,2%**	**45,8%**	**49,3%**		**20,1%**	**16,9%**	**18,3%**	
Ecartype	**7,2%**	**8,1%**	**7,3%**		**19,7%**	**19,1%**	**19,1%**	
CV	**11,70%**	**14,50%**	**12,50%**		**46,50%**	**52,80%**	**48,60%**	

Source : rapport national sur la situation de l'éducation en 2009

L'efficacité interne :

- ✓ ***Les taux de flux***

L'efficacité interne du système est analysée à partir des taux de flux (taux de promotion, de redoublement et d'abandon). Le taux de promotion, qui indique la proportion d'une cohorte d'élèves qui passe en classe supérieure, se situe à 74,8 (contre76, 1% en 2007/2008) pour le global, 74,3% (contre76, 7% en 2007/2008) pour les garçons et 75,6% (contre 75,3 en 2007/2008) pour les filles. L'indicateur a légèrement progressé pour les filles contrairement pour les garçons pour qui on note un recul de 2,4 points.

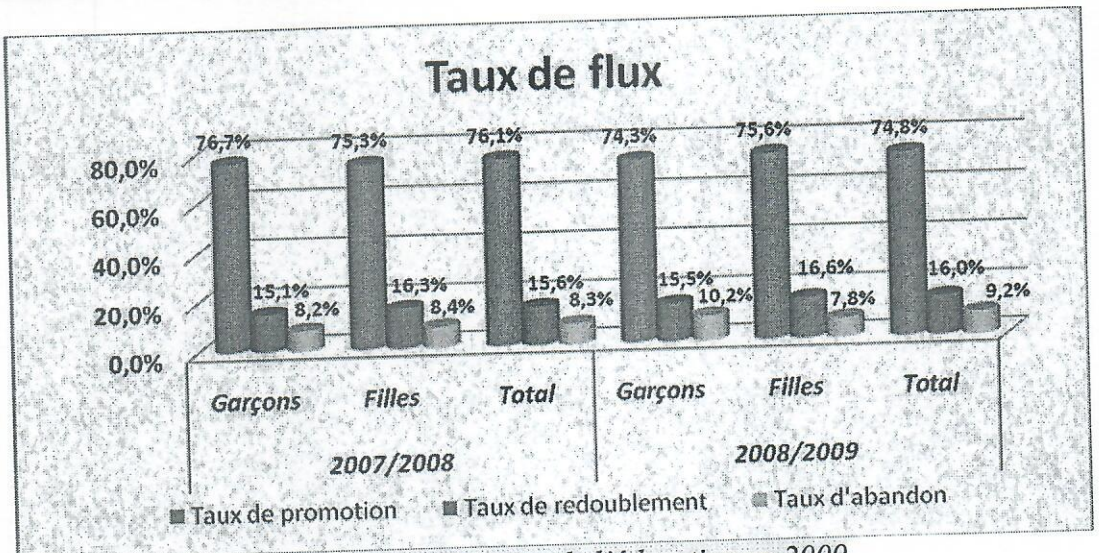
Le taux de redoublement a augmenté en 2009 (16% contre 15,6 % en 2008). Il est plus important chez les filles (16,6%) que chez les garçons (15,5%).

Le taux d'abandon a augmenté de 0,9 point entre 2007/2008 et 2008/2009 : il a cependant diminué de 8,4% à 7,8% chez les filles au moment où l'on enregistre une hausse chez les garçons : de 8,2% à 10,2%.

On constate une augmentation du taux de redoublement au fur et à mesure que l'on monte en niveau ; il atteint un pic en classe de troisième 25,4% (contre 25,1% en 2008). C'est à ce niveau que l'on observe également le taux d'abandon le plus élevé 23,8%.

C'est au niveau de Matam où l'on retrouve le taux de promotion le plus élevé (83,6%) et celui le plus faible à Kolda (64,8%) où l'on trouve que les filles redoublent et abandonnent le plus avec respectivement 19,3% et 17,0%).

Figure 3:Les taux de flux au Moyen entre 2006/2007 et 2007/2008



Source : rapport national sur la situation de l'éducation en 2009

✓ ***Les résultats du BFEM :***

En 2009 le résultat national (35,4%) a baissé de 1,9 point par rapport à 2008. Des disparités sont notables : trois académies (Ziguinchor avec 60,6%, Matam avec 36,5% et St Louis avec 35,5%) ont réalisé un résultat supérieur à celui du niveau national (35,4%). Kolda a

enregistré la plus faible performance : 26,6%. Les autres académies ont des résultats groupés autour de 34%.

Pour les Filles, Ziguinchor a réalisé le meilleur score (31,1%) contrairement à Kolda où le taux minimum (26,6%) a été enregistré.

La faiblesse globale de la performance de cet indicateur de qualité, sa tendance à la baisse depuis 2007 (fin de la Phase II du Programme) d'une part, d'autre part la dégradation et les valeurs encore élevées des taux de redoublement et d'abandon, posent un problème d'efficacité interne qui appelle une attention des responsables à tous les niveaux afin de lever les contraintes.

2.1.2.3. Au niveau de l'Enseignement Secondaire

Quatre régions concentrent plus de la moitié de la demande potentielle : Dakar (20,4%), Thiès (12,8%), Kaolack (10,6%) et Diourbel (10,3%). Les plus faibles parts sont relevées au niveau de Tamba, Ziguinchor et Matam.

La part des filles est supérieure à celle des garçons au niveau de Dakar et de Diourbel.

Le nombre de structures d'enseignement secondaire est passé de 238 en 2008 à 284 en 2009 soit un accroissement de 19,3% contre 6,7% de 2007 à 2008. Ces progrès ont plus bénéficié à la zone urbaine où sont concentrées 87% des structures et sont le plus dû à la contribution du Privé qui en représente les 60% (171).

Les classes pédagogiques sont passées de 2937 à 3016 soit un accroissement de 2,7% avec 29,5% constituant la part du privé.

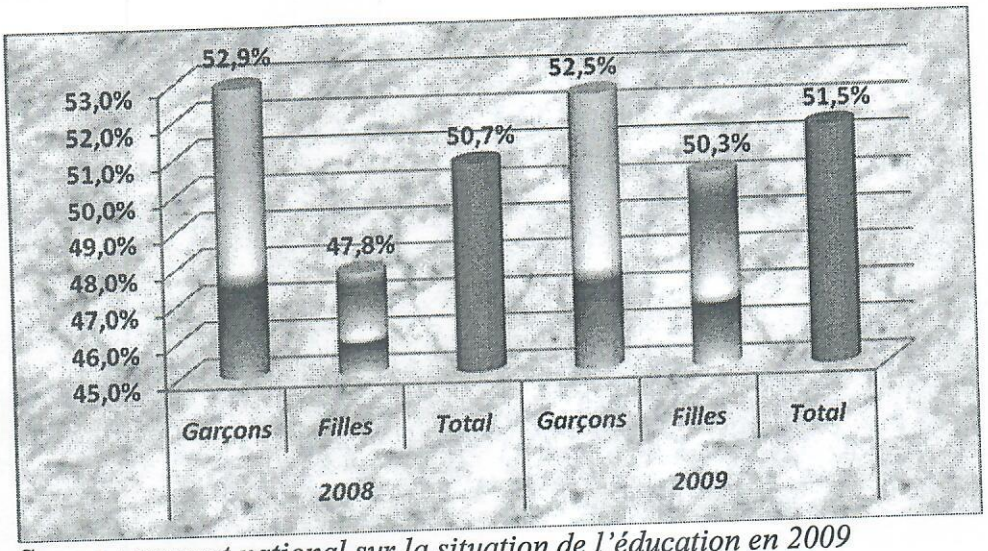
La norme du PDEF de 45 élèves par groupe pédagogique est de 40 dans le privé et 50 dans le public.

La transition: L'accès à l'Enseignement Secondaire Général est apprécié à partir du taux de transition troisième / seconde. Ce sous secteur constitue la destination privilégiée des élèves en provenance des collèges.

De 2008 à 2009, le taux de transition est passé de 50,7% à 51,5%, une progression assez faible pour atteindre la cible de 72,2. De 2007 à 2009, on note une évolution croissante de l'indicateur au niveau du secondaire général, avec des valeurs respectives de 49,30% et 51,5%. Avec un TAMA de 2,2% l'atteinte de la cible, 70,6% en 2011 devient aléatoire.

Les plus forts taux de transition sont notés à Ziguinchor (73%), Saint Louis (65,4%), Dakar (53,8%) et Thiès (53,7%). Les régions de Kolda, Fatick et Tamba ont les plus faibles taux.

Figure 4:Taux de transition du Moyen en 2008 et en 2009



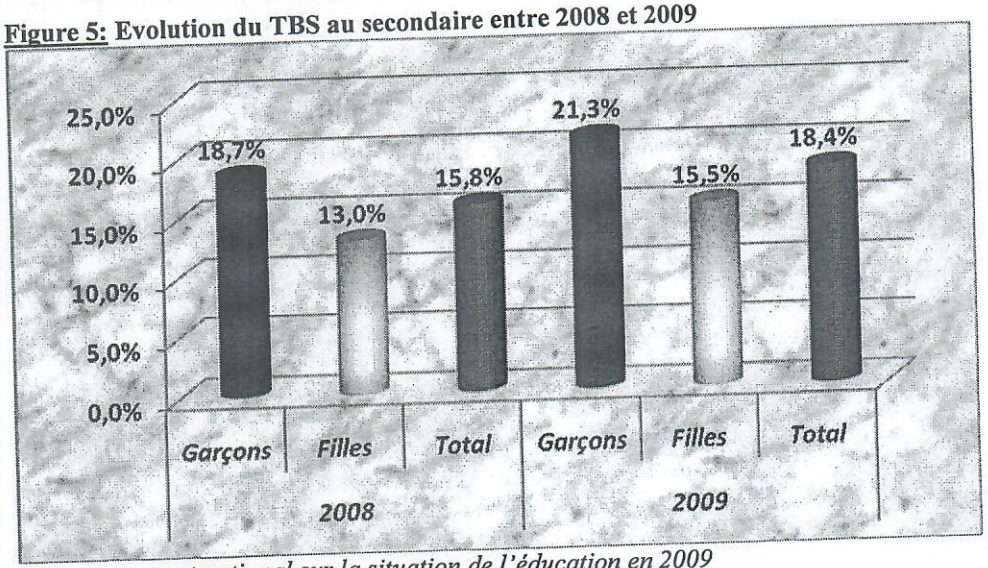
Source : rapport national sur la situation de l'éducation en 2009

Le Taux de transition est à 4,5% pour le secondaire technique et 6% pour le secondaire professionnel, les cibles étant respectivement de 3 et 5,3%. La politique sectorielle vise une réduction progressive de la transition vers le secondaire général au profit de la formation professionnelle et technique. Aussi ces résultats sont à consolider.

D'autre part le sous secteur du Secondaire général a bénéficié de 12,5% du budget de fonctionnement en 2009. Les résultats ci-après ont été enregistrés :

La participation : Entre 2008 et 2009, le TBS global a évolué de 15,8% à 18,4%, soit une augmentation de 2,6 points de pourcentage.

Figure 5: Evolution du TBS au secondaire entre 2008 et 2009



Source : rapport national sur la situation de l'éducation en 2009

L'évolution du TBS est à corréler avec l'accroissement des capacités du réseau dans le sous secteur : Le nombre de structures est passé de 238 en 2008 à 284 (dont seules 37 se retrouvent en zone rurale) en 2009. On note un accroissement de18, 9% des structures publiques et 19,6% pour le privé.

L'importance de la participation est limitée par les retards dans les programmes de construction, l'insuffisance de la transition 3ème Seconde 51,5% (cible de 72,2%) et le taux important des abandons.

Résorption des disparités entre les sexes :

Le taux de transition des garçons, établi à 52,5%, dépasse celui des filles de 2,2 points. L'indice de parité du taux de transition s'établit à 0,95 contre 0,90 en 2008, soit une amélioration de 0,05 point en faveur des filles.

L'indice de parité du TBS a enregistré une légère augmentation en faveur des filles en passant de 0,6% en 2007 à 0,73 en 2009.

Résorption des disparités entre les régions :

Globalement, on note une relative *homogénéité du taux de transition entre les garçons et les filles* avec un coefficient de variation respectif de 25,7% et de 27,8%. Cependant des disparités inter régionales restent notables : ainsi, si des régions comme Ziguinchor, St louis, Thiès sont respectivement à un Taux de transition de 73% ; 65,6% ; 53,7% par contre, les régions de Kolda, Fatick et Tamba se retrouvent avec des taux respectifs de 34,8% ; 37,5% et 40,3%.

La distribution des *TBS* dans les différentes régions montre *une hétérogénéité* exprimée par un coefficient de variation (CV) supérieur à 70% : Ziguinchor (46,6%), Dakar (32,0%) et Thiès (21,0%) ont un taux supérieur au taux national (18,4%). Trois régions (Matam 4,9% ; Diourbel 7,8% Louga 8,7%) ont un TBS inférieur à la moitié du taux national (18,4%). Le TBS minimum est enregistré à Matam (4,9%).

La faiblesse du TBS dans le Moyen combiné à l'insuffisance des infrastructures dans la plupart des régions et aux abandons importants dans le cycle secondaire, expliquent en partie ces disparités.

L'efficacité interne :

- ✓ ***Le taux de redoublement***

En fin d'année scolaire 2007/2008, le taux de redoublement global au niveau du secondaire général est de 18,4%, soit une hausse de 0,4 points par rapport à l'année précédente. Il est de 18,6% chez les garçons, correspondant à une augmentation de 1 point et 18,1% chez les filles, soit un recul de 0,7 point. Globalement, les garçons redoublent plus que les filles indistinctement en seconde, première et terminale. Cependant, les filles redoublement plus à Ziguinchor,

Avec une augmentation de 0,4 point du taux de redoublement global, l'efficacité a connu une dégradation cette année. Au niveau global, quatre régions (Kolda 28,1% ; Ziguinchor 26,6% ; Tamba 24,4% ; Thiès 19%) ont un taux de redoublement supérieur au taux national (18,4%). Kolda a enregistré le maximum à la place de Ziguinchor, avec 28,5%. Le minimum qui était de 11,4% à Diourbel en 2007 est enregistré à St-Louis (15,0%).

✓ ***Le taux de réussite au BAC***

Le tableau des résultats de l'examen du BAC 2009, affiche un taux de réussite de ***34,4%.***

Ce taux est de 7,4 points inférieur à celui enregistré en 2008.

Les taux enregistrés dans les différentes régions sont dispersés autour du niveau national. Ils varient de 19,8% (Sédhiou) à 56,0%(Louga). Dans quatre régions (Sédhiou, Ziguinchor, Kolda et Kédougou) le taux est inférieur à la moyenne nationale (34,4%).

Le taux de réussite est de 32,3% pour les filles et 36,4% pour les garçons, soit un écart de 4,1 points. Dans toutes les régions, les garçons dominent les filles.

Tableau 5:Résultats du Baccalauréat par région session 2009

ACADEMIES	TAUX DE REUSSITE (%)		
	Filles	Garçons	Total
DAKAR	34,7	37,5	36,1
DIOURBEL	28,6	41,1	34,9
FATICK	35,5	40,3	37,9
KAFFRINE	33,3	39,3	36,3
KAOLACK	32,2	38,4	35,3
KEDOUGOU	16,3	29,4	22,9
KOLDA	20,3	25,3	22,8
LOUGA	50,2	61,8	56
MATAM	32	44,5	38,3
ST- LOUIS	37	43,7	40,4
SEDHIOU	15,5	24	19,8
TAMBA	30,9	34,3	32,6
THIES	32,3	42,3	37,3
ZIGUINCHOR	19,1	23,3	21,2
SENEGAL	**32,3**	**36,4**	**34,4**

Source : calcul DPRE à partir des données de l'Office du Bac

Les ***résultats enregistrés*** tant au niveau de l'***accès*** que des ***performances scolaires*** au niveau du ***Moyen Secondaire Général sont limités*** entre autres par les facteurs ci-après :

- ✓ L'insuffisance des capacités d'accueil : la plupart des collèges et lycées de proximité sont sous abris provisoires
- ✓ L'insuffisance du nombre d'enseignants qualifiés (33% en 2009) avec une majorité de professeurs vacataires ou contractuels.

- ✓ L'insuffisance de la couverture des besoins en professeurs qualifiés en Mathématiques, en Philosophie et en Education Physique et Sportive.
- ✓ L'insuffisance de l'équipement des salles spécialisées pour l'enseignement des sciences.
- ✓ L'insuffisance de Centre de Documentation et d'Information (CDI) dans le réseau.
- ✓ La précarité de l'environnement scolaire (insuffisance des points d'eau, des blocs d'hygiène, des murs de clôture, violences …)
- ✓ Le non respect du quantum horaire suite aux perturbations récurrentes du calendrier scolaire ;
- ✓ Inadaptation des curricula et la non articulation entre ceux en cours dans le Moyen et dans l'élémentaire

2.1.2.4. Au niveau de l'Enseignement Supérieur

L'accès au sous secteur : Le développement des Lycées de proximité a favorisé un flux entrant important au niveau du Supérieur. Ainsi de 20 475 en 2008 le nombre de nouveaux bacheliers est passé à 19 961 en 2009 soit ***une baisse de 514***. Environ 95% de ces nouveaux bacheliers ont été admis dans les Universités et CUR en 2008. Quant à la participation, les effectifs sont passés de 78 274 en 2007 à 95570 en 2009. Ainsi le Sénégal (avec une population estimée à 11 908 285 hbts en 2009) compte 803 étudiants /100 000 hbts contre 689 / 100 000hbts en 2007 (soit un gain de 113 points en valeur absolue).

En rapport avec un *ratio Etudiants/population estimé à un minimum de **2%** pour permettre à l'Enseignement Supérieur de jouer un rôle moteur dans l'émergence du pays*, ***le Sénégal est à 0,8%*** donc très en deçà du seuil.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la réforme LMD, de nouvelles filières professionnalisant sont ouvertes ; elles concourent tant à l'amélioration de l'accès qu'à celle de la qualité des contenus de formation qui sont de plus en plus adaptés à la demande du marché.

La part du privé : avec 112 structures sur les 117 que comptent le réseau du supérieur en 2009, le secteur privé a évolué en passant de 20,7% des effectifs en 2007 à 24,4% en 2009. Ce dynamisme appelle la nécessité d'une normalisation des enseignements dispensés

(cadre de certification) ce qui contribuerait à améliorer la sécurité des investissements (élevés) des Familles (frais d'études des enfants) dans le secteur privé.

Disparités entre les sexes : La part des filles dans les effectifs est passée de 34% en 2007 à 35,3% en 2008. Elles constituent 40% des effectifs dans les structures privées en 2009.

Notons une disparité entre les facultés (en 2008 les filles représentent près de 38% des effectifs en médecine, moins de 17% en sciences et plus de 50 % en lettres).

Il est certain que les conditions d'études à l'UCAD (difficultés d'hébergement, exiguïté des amphithéâtres par rapport aux effectifs) ajoutée au coût élevé des études supérieures (dans un contexte de pauvreté) limitent l'accès et le maintien des filles dans cet ordre d'enseignement.

Disparités entre les régions : Les disparités inter régionales restent notables :

Dakar concentre l'essentiel des effectifs (89,5% en 2008) qu'il partage en gros avec St louis (5,3%) Ziguinchor (1,7%) Thiès (2 %), Diourbel (1,2%) Tamba (0,1%). En 2008 huit (4) régions étaient sans offre de formation de niveau supérieur (Kolda Matam Louga, Fatick).

Tableau 6: Effectifs du Supérieur selon les régions

REGIONS	Privé			Public			Total Général
	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total	
DAKAR	11350	10409	21 759	41082	18921	60003	81762
DIOURBEL	0	0	0	737	354	1091	1091
KAOLACK	62	68	130	0	0	0	130
ST LOUIS	3370	1313	4683	88	93	181	4864
TAMBA	49	38	87	0	0	0	130
THIES	406	382	788	801	239	1040	1828
ZIGUINCHOR	209	164	373	956	268	1224	1597
SENEGAL	12164	11154	23318	46946	21095	68041	91359

Source : Annuaire statistique DPRE/ME 2007/2008

Ouverture à la sous région : En 2008 environ 9% de l'effectif global du supérieur provenaient de divers pays (particulièrement ceux de la CDEAO et du Maghreb). L'enseignement supérieur par cette ouverture contribue à l'intégration sous régionale

Efficacité interne : Les taux de réussite par filière et cycle ne sont pas renseignés de même que les Taux de redoublement et d'abandon. La question d'un quantum horaire suffisant et respecté, l'insuffisance du taux d'encadrement des étudiants restent une

préoccupation. La faiblesse du système d'information statistique ne favorise pas le pilotage et une lisibilité du sous secteur.

Contraintes : i) L'accès au sous secteur est limité par la faiblesse des capacités d'accueil (tant pour les amphithéâtres que les pavillons d'hébergement): l'UCAD accueille environ 1,5 fois plus d'étudiants que sa capacité lui permet ; l'Université de Thiès n'a pas de locaux construits, ses sites sont éclatés dans la ville ; les Programmes de construction à l'Université de St louis comme à celle de Ziguinchor tirent en longueur.

Le Gouvernement a initié en 2009 un partenariat avec les structures privées supérieures ; celles-ci accueillent une partie des nouveaux bacheliers moyennant un appui de l'Etat et une bourse aux étudiants concernés. ***ii)*** L'efficacité interne dans le sous secteur est limitée par l'insuffisance du taux d'encadrement des étudiants, la faiblesse du quantum horaire, la médiocrité des conditions d'enseignement apprentissage et l'insuffisance des ressources financières allouées dont 65% sont affectés au dépenses sociales.

Perspectives : **i)** Evaluer les CUR pour en stabiliser les missions de formation ;

ii) Normaliser les effectifs de l'UCAD en renforçant les capacités d'accueil des autres universités ; **iii)** Faire un audit académique puis appuyer le développement quantitatif et qualitatif des écoles privées d'enseignement supérieur ; **iv)** Systématiser l'adoption de la réforme LMD ; **v)** Rééquilibrer les filières en faveur de celles scientifiques techniques et technologique ; **vi)** Mobiliser des ressources additionnelles pour un financement viable ; Renforcer la part du volet académique dans la structure des dépenses et augmenter la part des étudiants dans les coûts de formation ; **vii)** Améliorer le pilotage du sous secteur.

2.1.3. Programmation et exécution financière du PDEF

2.1.3.1. Programmation financière :

Tableau 7: Programmation financière 2008 et 2009 (LFR)

	2008	2009
Fonct	288 931 615 632	302305198901
Invest.	41 833 243 244	48 823 766 973
Total 1	330 764 858 876	351 128 965 874
Bailleurs	55 596 961 376	73 608 398 801
Total 2	**386 361 820 252**	**424 737 364 675**
Prévisions SIMUL	476 981367 000	473 176 300 000
Ecarts	***- 90 619 546 748***	***- 48 438 935 325***

Source: MEF- LFR; M Education - POBA ; SIMUL PDEF Phase III

En 2009 la part de l'Education ***dans*** les Dépenses publiques de l'Etat s'élèvent à ***29,1%*** (pour une cible de 29%)***; avec 42,4% pour le Fonctionnement*** hors service de la dette et

dépenses communes (cible:40%) ***et 10,2% pour l'Investissement*** (cible : 12% soit un écart de – 1,8 point)

Avec cet effort (81,98% du POBA) en 2009, l'Etat, est la principale source de financement de son système éducatif. Globalement l'Etat a dégagé des moyens conformes à ses engagements, pour permettre au secteur d'atteindre des résultats dans le cadre de sa contribution à l'atteinte des OMD à travers le DSRP. Notons cependant que si la part de l'Education dans les dépenses récurrentes de l'Etat a dépassé la cible, il n'en est pas de même pour les Investissements.

Bien que substantiel et en progrès régulier, le volume des ressources publiques mobilisées demeure insuffisant au regard des objectifs et résultats à atteindre. Ainsi ce volume comparé à celui du ***SIMUL PDEF Phase III montre un gap de financement d'environ 48,5 milliards de francs CFA en 2009*** (contre 90,6 milliards en 2008). Les ressources propres de Collectivités locales affectées à l'Education d'une part et d'autre part les contributions des ménages ne sauraient combler ce Gap vu le contexte de pauvreté.

L'appui au Secteur des Partenaires au développement a atteint ***73 608 398 801*** (crédits alloués) en 2009 soit ***18,02 %*** du POBA (contre 55 596 961 376 CFA en 2008). Notons que les difficultés pour les ressources extérieures restent leur volatilité (inscription en partie dans le budget de l'Etat : cas des appuis budgétaires) et leur niveau d'exécution pas toujours renseigné auprès de la DAGE. En outre chaque partenaire cible son intervention selon ses valeurs et ses objectifs qui ne recoupent pas toujours les priorités du Programme d'éducation. L'avènement d'une coordination des PTF dont l'ACDI assure la tête de file depuis Février 2009 a amélioré la gestion concertée.

Par ailleurs, le contexte actuel encore marqué par les conséquences économiques de la crise financière mondiale risque d'impacter sur les capacités de mobilisation des ressources internes et externes et par conséquent sur le rythme de réalisation des objectifs initialement planifiés dans le cadre du PDEF.

Programmation intra sectorielle du Budget de fonctionnement (hors salaires et dépenses communes) en 2009 :

Tableau 8: Allocation intra sectorielle du BF (hors salaires et transferts courants)

	DIPE	*E Elément.*	*E Moyen*	*Second. Général*	*Fo. Prof et Tech (FPT)*	*Ed. Non formelle (ENF)*	*Sup*

Part du Budget	*0,37%*	*45,1%*	*12,0%*	*12,5%*	*8,6%*	*1,6%*	*19,8%*
Cibles	*0,6%*	*47%*	*9,5%*	*8,7%*	*8%*	*0,9%*	*20%*

Sources : DPRE ; LFR ; Simul PDEF

- ***Enseignement élémentaire :*** il reste prioritaire dans la programmation des ressources ; cependant la cible annuelle de 47% du budget de fonctionnement n'a pu être respecté du fait d'un report d'une partie des crédits au bénéfice du Moyen et secondaire général en vue d'améliorer l'accueil des flux entrants dans ces cycles.

- ***Formation Professionnelle et Technique :*** (8,6/ cible : 8%) ***ENF*** (1,6/cible : 0,9%) : les cibles sont atteintes mais les budgets alloués à ces sous secteurs sont insuffisants au regard des enjeux de performances attendus.

- ***Enseignement Sup.*** La part du budget allouée au sous secteur (19,8%) le place au second rang après l'Elémentaire. Malgré l'importance de ce volume financier, les besoins du sous secteur dans ce domaine, reste non couverts ; ce qui place cette question au cœur de la préoccupation des gestionnaires.

2.1.3.2 Exécution budgétaire :

En 2009, on note un taux d'engagement de ***97,7% du budget de fonctionnement*** (hors salaire et dépenses communes) et ***74,1%*** pour les ***dépenses d'Investissement.*** La longueur des **procédures** de passation des marchés, un **verrouillage momentané, parfois long de SIGFIP** ont limité l'exécution du Budget entraînant des ponctions.
Le Taux d'exécution du POBA **n'est pas renseigné** car la DAGE du Ministère n'a pas la maîtrise de toutes les données financières des Bailleurs du Secteur.

Tableau 9: Synthèse exécution budgets 2009

SYNTHESE EXECUTION Budget : 2009						
Sections	**Crédits alloués (LFR)**	**Crédits autorisés (a)**	**Montants engagés (b)**	**Taux Engagt (b/a)**	**Montants ordonnancés (c)**	**Taux ordon. (c/a)**
Section 50	250 698 073 662	100 584 611 652	26 175 268 523		24 657 996 857	
Section 51.	1 834 914 615	NR	NR			
Section 59	24 460 605 794	10 471 019 694	6 153 211 532		5 448 084 909	
Section 75	75 970 286 418	3 402 636 458	1 624 111 127		1 593 952 203	
Total	**352 963 880 489**	**114 458 267 804**	**33 952 591 182**	**29,66%**	**31 700 033 969**	27,69%
Nature dép		**Crédits autorisés (a)**	**Montants engagés (b)**	**Taux Engagt (b/a)**	**Montants ordonnancés (c)**	**Taux ordon. (c/a)**

Fonction.	304 140 113 516	90 463 202 519	14 755 826 222		14 682 138 892	
Invest. Etat	48 823 766 973	23 995 065 285	19 196764960		17 017 895 077	
Total	**352 963 880 489**	**114 458 267 804**	**33 952 591 182**		**31 700 033 969**	

Source : MEF : draft du 7/5/2010

Analyse : On constate que suite à la LFR en 2009, pour une allocation globale de 352 963 880 489 FCFA, **les crédits autorisés** s'élèvent à 114 458 267 804 soit **32,42%.** Par nature de dépenses on constate que pour le Fonctionnement le ratio crédits alloués/crédits autorisés s'élève à 29,7% ; ce ratio est de 49,1% pour l'investissement.

En résumé, un gap avait été noté dans l'allocation financière par rapport à la « simulation » (environ 48,5 milliards en 2009) pour le secteur ; en outre la faiblesse du ratio Crédits alloués/ Crédits autorisées (32,42 %) et les difficultés d'exécutions traduites par l'insuffisance des Taux d'engagements (29,66) et d'ordonnancement (27,69%), révèlent des contraintes réelles qui limitent une mobilisation effective de ressources pour le Secteur. Les procédures liées au code des marchés publics d'une part et d'autre part des capacités institutionnelles insuffisantes sont en cause.

2.1.4. Principales contraintes sectorielles :

2.1.4.1. Au niveau de l'accès :

Insuffisance des capacités d'accueil : cette contrainte est liée à l'insuffisance du volume des programmes de construction (en rapport avec les besoins dans les différents sous secteurs) d'une part et d'autre part au retard dans l'exécution des programmes en cours (**745 SDC/2160** ont été livrées: BCI 2008 (282/1370) BAD4 (211/400) JICA (249/ 287) PNDL (3) BID (0/100)

Les facteurs explicatifs de la contreperformance enregistrée dans le domaine sont entre autres : ***i)*** le retard dans la notification du budget, ***ii)*** les lenteurs des procédures relatives aux marchés, iii) les ponctions opérées sur les budgets du BCI, ***iv)*** la faiblesse des capacités institutionnelles par rapport au volume des Programmes; ***v)*** faiblesse du suivi supervision des programmes ; ***vi)*** les retards dans le règlement des décomptes des Entreprises sont

2.1.4.2. Au niveau de la qualité :

Insuffisance de la qualification des enseignants : La faiblesse du taux de qualification (Petite enfance : 20,9% ; Elémentaire : 46% Moyen et Secondaire Général : 33%) est en relation avec d'une part un recrutement important de Volontaires (formation initiale 6 mois) et vacataires (sans formation initiale) et d'autre part un ratio d'encadrement insuffisant par les Inspecteurs.

Précarité de l'environnement des apprentissages : Beaucoup de structures dans le réseau sont sous abri provisoires (Centres de développement Intégré de la petite enfance, 15,2% des écoles élémentaires publiques, la plupart des collèges et lycées de proximité crées). En outre les besoins en point d'eau, bloc d'hygiène, mur de clôture sont importants.

Insuffisance du matériel didactique : La dotation des écoles /Etablissements en matériels didactiques est insuffisante (la part du budget de fonctionnement allouée à la qualité demeure très faible au profit des salaires : 72,6 % en 2008). Les ratios

élèves/manuels sont encore en deçà des objectifs dans toutes les étapes de l'élémentaires ; le besoin en matériels didactiques est persistant dans les structures communautaires et classes préparatoires de la petite enfance.

Perturbations scolaires rémanentes : Le calendrier scolaire (donc le quantum horaire théorique) est régulièrement perturbé par des agitations scolaires des Enseignants et des élèves pour des raisons diverses : Revendications d'indemnités (motivation, examens) non respect des engagements de l'Etat, précarité des conditions de travail, manque de professeurs dans certaines disciplines etc....En 2009 le Quantum a été estimé à 733H sur les 900 prévues.

Importance de la pauvreté de nombreux ménages : Elle pèse sur la qualité des apprentissages de nombreux enfants dont l'alimentation carencée est cause de troubles divers et de retards.

2.1.4.3. Au niveau de la gestion :

Insuffisance des ressources allouées à l'Education et à la Formation : malgré les efforts importants faits par l'Etat et ses partenaires au développement les besoins en financement du secteur restent non couverts. Le GAP de financement s'élevant à environ 48,5 Milliards en 2009, est difficilement résorbable par la contribution du Privé, des Ménages, des Collectivités vu le contexte de pauvreté qui a un impact certain sur les revenus des ménages (donc la part affectée à l'éducation) et les ressources des collectivités locales. Par ailleurs il est admis que l'efficience des dépenses sectorielles est à améliorer.

Insuffisance dans l'allocation du personnel : l'équité et la rationalité de la Gestion des ressources humaines dans le Secteur, restent un défi : en effet malgré les dépassements notés dans le recrutement des volontaires et vacataires, des postes non pourvus sont signalés dans des écoles primaires et dans certains lycées et collèges pour les Maths la Philosophie l'éducation physique et sportive. La gestion éclatée du recrutement entre le niveau déconcentré et central, l'affectation de personnels enseignants hors mouvement sans nécessairement tenir compte de l'existence d'un poste d'accueil libre et d'un pourvoi du poste libéré, sont entre autres des facteurs explicatifs.

Insuffisance des capacités en passation de marché : Elle participe des lenteurs et longueurs souvent évoquées et qui retardent l'exécution des marchés donc des activités. La maîtrise des procédures du nouveau code des marchés, l'élaboration de dossiers respectant les normes appellent une requalification de nombre de personnels de gestion responsables des marchés.

Insuffisance des capacités en production de données statistiques : La couverture et la production de données statistiques à temps restent un défi. Les contraintes financières et l'insuffisance des capacités en production de données statistiques et leur analyse, la rétention de données sur l'exécution financière (certains Bailleurs), la structure du budget de l'Etat (décliné en lignes) limitent l'efficacité du système d'information en place dans le Secteur.

Insuffisance des capacités en Suivi évaluation: La mise en œuvre de la nouvelle vision du Suivi évaluation en rapport avec la Gestion Axée sur les Résultats, appelle des ressources (humaines, techniques financières et organisationnelles) qui ne sont pas encore systématiquement en place.

Absence d'un cadre de certification : Le sous secteur de la Formation professionnelle et technique et celui du Supérieur sont caractérisées par une prolifération de structures

offrant des formations dont la qualité n'est pas certifiée ce qui expose les parents à des dépenses d'investissement pour la formation de leurs enfants, peu sécurisées.

Insuffisance dans la communication sur le Programme : l'appropriation du programme par tous les acteurs et leur mobilisation autour des enjeux restent un défi à relever. A cet effet l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan de communication sont encore à l'état de projet.

2.2. Evaluation de la mise en œuvre du DSRP II (2006-2009)

2.2.1. Analyse des performances sectorielles (2006-2009)

2.2.1.1. Au niveau de l'Enseignement Préscolaire

Taux Brut de Préscolarisation : TBPS

Tableau 10:Evolution du TBPS 2006-2009

Sexe	2006	2007	2008	2009	2011	2015
Filles	8,6%	8,6%	9,4%	9,7%	11,7%	15,0%
Garçons	7,4%	7,4%	8,2%	8,5%	10,1%	14,0%
National	8,0%	8,0%	8,8%	9,1%	10,9%	15,0%

Source Rapport national sur la situation de l'Education 2006 ; 2007 ; 2008,2009

Avec un TAMA de 0,04 sur la période 2006- 2009 le rythme d'évolution annuelle du TBPS National est trop faible ; si cette tendance est maintenue l'indicateur sera à ***11,8% en 2015 pour une cible de 15%*** Ce résultat appelle des initiatives plus hardies (construction de structures DIPE, sensibilisation de la communauté sur l'inscription des enfants et la nécessité d'un renforcement des moyens, poursuite de l'ouverture de classes préparatoires dans l'élémentaire, renforcement de la coordination des interventions et du pilotage) pour améliorer l'accès au sous secteur.

2.2.2.2. Au niveau de l'Enseignement Elémentaire :

Admission au CI : TBA au CI :

Tableau 11:Evolution du TBA au CI 2006-2009

:

sexes	2006	2007	2008	2009	2011	2015
Filles	106,4%	115,4%	119,1%	123,9%	108,5%	106,1%
Garçons	100,1%	105,7%	108,5%	111,5%	108,0%	110,3%
National	103,2%	110,4%	113,6%	117,5%	110,3%	110,3%

Source Rapport national sur la situation de l'Education 2006 ; 2007 ; 2008,2009

Sur la période 2006 - 2009 le TBA national au CI a eu un TAMA de 0,04. La cible de 110,3% à l'horizon 2015 est déjà atteinte (pour les filles comme pour les garçons); il s'agira de maintenir les efforts ayant conduit à cette performance, tout en renforçant le volume de constructions de salles de classe et leur livraison à temps ; ce qui permettra parallèlement le remplacement des abris provisoires donc l'amélioration de l'environnement des apprentissages.

Participation : TBS :

Tableau 12:Evolution du TBS 2006-2009

Sexe	2006	2007	2008	2009	2011	2015
Filles	83,3%	88,5%	92,4%	95,9%	96,9%	105,0%
Garçons	83,4%	86,8%	88,0%	89,2%	95,0%	104,0%
National	83,4%	87,6%	90,1%	92,5%	95,9%	105,0%

Source Rapport national sur la situation de l'Education 2006 ; 2007;2008 ; 2009

Le TBS national à l'élémentaire a un TAMA de 0,035 sur la période 2006-2009. Si ce rythme et les conditions sont maintenus les années à venir, l'indicateur sera à ***113,8% à l'horizon 2015*** pour ***une cible de 105%***. Aussi il s'agira de maintenir les efforts déployés pour l'accès des enfants au cycle, de renforcer la sensibilisation sur l'inscription et le maintien des enfants (particulièrement des filles), d'améliorer encore le Taux de couverture des écoles en cantines (56,49% en 2009 contre 39,6% en 2007), de remplacer les classes sous abris provisoires.

Taux d'achèvement de l'Elémentaire :(TAP)

Tableau 13:Evolution du TAP 2006-2009

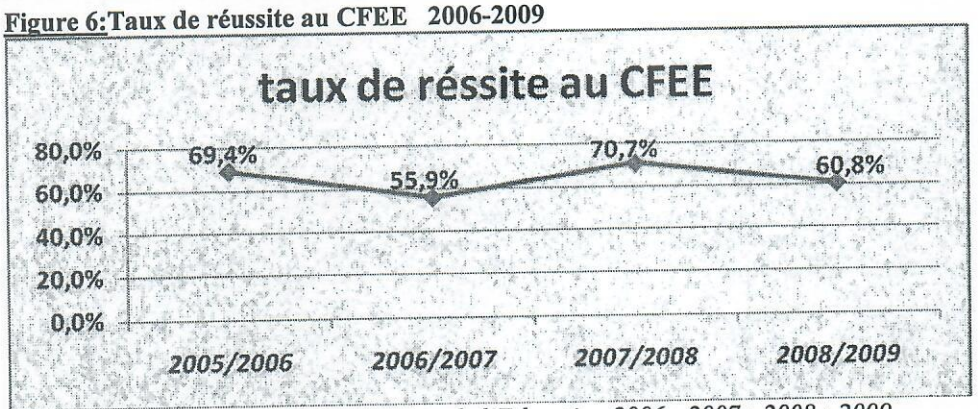
Sexe	2006	2007	2008	2009	2011	2015
Filles	51,3%	57,3%	58,8%	60,4%	69,0%	90,0%
Garçons	48,1%	52,9%	58,0%	58,7%	71,8%	90,0%
National	49,7%	55,1%	58,4%	59,6%	70,4%	90,0%

Source Rapport national sur la situation de l'Education 2006 ; 2007 ; 2008 ; 2009

Le TAP a eu un TAMA de **0,062** sur la période 2006- 2009. Malgré les avancées enregistrées par l'indicateur sur la période, son rythme reste insuffisant pour atteindre la ***cible de 90% à l'horizon 2015***. En effet si les conditions et la tendance actuelles sont maintenues, ***l'indicateur ne sera qu'à 85,7 % en 2015***. Ce résultat du TAP est grandement lié à l'insuffisance de l'efficacité interne dans le cycle suite au nombre encore important des redoublements et abandons. Aussi pour influer plus significativement sur la donne, des stratégies hardies en termes d'amélioration de la qualification des enseignants, de l'encadrement des élèves en situation de décrochage, de renforcement du soutien nutritionnel, de l'application systématique de la circulaire ministérielle relative aux redoublements, de gestion efficace du Quantum horaire, s'imposent.

Taux de réussite au CFEE :

Figure 6:Taux de réussite au CFEE 2006-2009



Source Rapport national sur la situation de l'Education 2006 ; 2007 ; 2008 ; 2009

Les taux de réussite au CFEE ont connu une évolution en dents de scie, sur la période 2006 -2009 : Après une baisse importante en 2007, l'indicateur a gagné 14,8 points en 2008 puis a décliné d'environ 10 points en 2009. Les causes de ces fluctuations restent à déterminer même si par ailleurs on peut supposer que la faiblesse du Quantum horaire, l'insuffisance des intrants pédagogiques et de la qualification des enseignants, la qualité des évaluations pourraient être en cause.

2.2.2.3. Au niveau de l'Enseignement Moyen :

La transition CMII/6ème :

Tableau 14: Taux de transition en 6ème

Sexe	2006	2007	2008	2009	2011	2015
Filles	47,7%	57,3%	57,0%	57,1%	63,4%	74,6%
Garçons	52,4%	62,7%	63,7%	61,9%	67,9%	72,7%
National	50,2%	60,1%	60,5%	59,5%	67,6%	75,0%

Source Rapport national sur la situation de l'Education 2006 ; 2007 ; 2008 ; 2009

Analyse : Sur la période 2006-2009, le TAMA de l'indicateur s'élève à 0,058. Si les conditions persistent, l'indicateur aura une valeur de 83,5% à l'horizon 2015, pour une cible de 75%. Théoriquement ce rythme permettrait de réaliser l'objectif ; cependant la quasi stagnation des résultats enregistrés (tant pour les garçons que pour les filles) notée depuis 2007, ne milite pas en faveur de la réalisation de la performance attendue en 2015 qui devra conforter une avancée vers une matérialisation de la politique d'une scolarisation de base de 10 ans. La transition reste limitée par le niveau moyen des apprenants en classe de CMII et par l'insuffisance des capacités d'accueil dans le MOYEN. L'amélioration de l'encadrement des élèves et des conditions d'enseignement apprentissage devraient entres autres facteurs contribuer à booster l'indicateur.

La scolarisation au Moyen : TBS

Tableau 15:Evolution TBS EMG 2006-2009

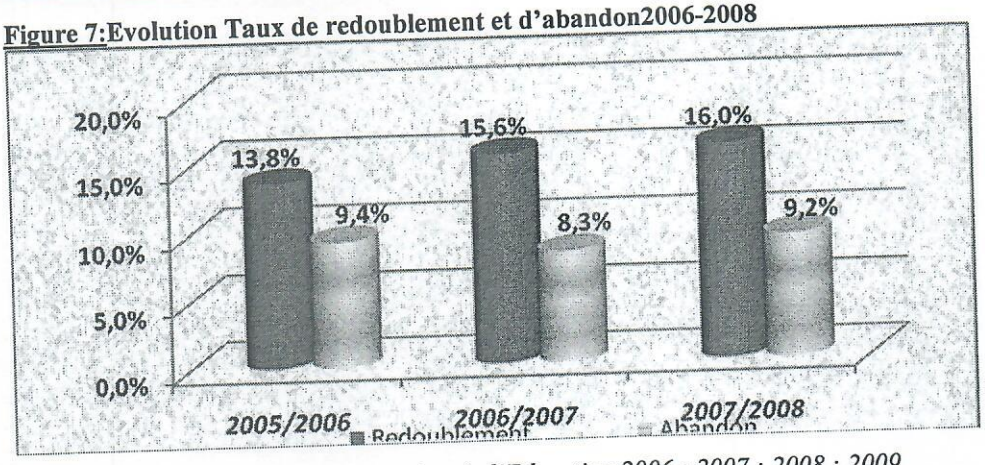
Sexe	2006	2007	2008	2009	2011	2015
Filles	29,5%	32,4%	35,5%	38,5%	45,1%	54,7%
Garçons	37,1%	39,9%	42,8%	44,1%	47,9%	54,4%
National	33,3%	36,2%	39,2%	41,4%	46,5%	54,5%

Source Rapport national sur la situation de l'Education 2006 ; 2007 ; 2008 ; 2009

Sur la période 2006-2009, le TBS National a enregistré un **TAMA de 0,07**. Si les conditions et ce rythme sont maintenus, ***l'objectif de 54,5% de TBS à l'horizon 2015*** sera dépassé (***résultat projeté : 63,8%).*** Notons qu'en valeur absolue le TBS des Filles a gagné 9 points sur la période contre 7 pour les Garçons. Ce résultat traduit la résorption progressive des disparités de sexe pour l'accès au cycle et reflète la portée des politiques de maintien des filles qui doit être soutenue.

L'efficacité interne au Moyen

Figure 7:Evolution Taux de redoublement et d'abandon2006-2008

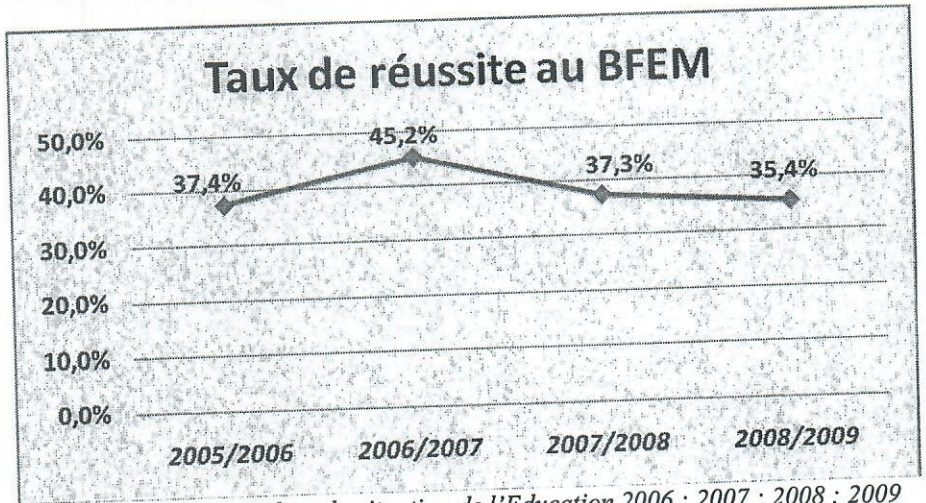


Source Rapport national sur la situation de l'Education 2006 ; 2007 ; 2008 ; 2009

De 2006 à 2008, les redoublements sont passés de 13,8% à 16 %, soit une hausse de 2,2 points en deux ans.
Pour les abandons, le taux après une légère baisse de prés de 1% en 2007, s'est encore dégradé d'un point en 2008. L'importance de ces taux, révèle un problème d'efficacité interne qui au-delà du gâchis de ressources financières lié aux redoublements et abandons, compromet les efforts pour un achèvement du cycle en rapport avec une scolarisation de base de 10 ans.
Comme dans l'élémentaire, la faiblesse du taux de qualification des enseignants (34%), du temps réel des apprentissages, la précarité des conditions d'apprentissages (la plupart des collèges sont sous abris) déteignent sur la qualité donc l'efficacité des pratiques pédagogiques.

Réussite au BFEM :

Figure 8: Evolution du Taux de réussite au BFEM



Source Rapport national sur la situation de l'Education 2006 ; 2007 ; 2008 ; 2009

L'évolution de l'indicateur est irrégulière sur la période 2006-2009 : De 37,4% en 2006, le taux de réussite au BFEM a connu un pic en 2007 (avec 45,2% de réalisation) puis a décliné en 2008 et 2009 pour atteindre 35,4%.

Ce résultat conjugué à l'importance des redoublements et abandons évoqués ci-dessus, posent comme dans l'élémentaire un problème global de l'insuffisance de l'efficacité interne du sous secteur.

2.2.2.4. Au niveau de l'Enseignement Secondaire :

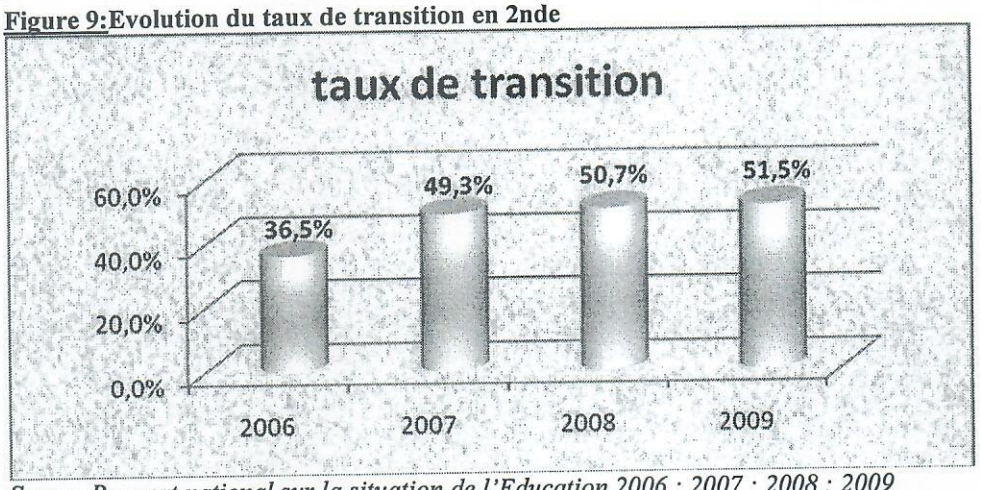
Transition 3ème/2nde :

Tableau 16:Evolution du taux de transition en 2nde

Sexe	2006	2007	2008	2009	2011	2015
Filles	Nd	Nd	47,8%	50,3%	61,7%	69,4%
Garçons	Nd	Nd	52,9%	52,5%	79,4%	65,9%
National	44,5%	49,3%	50,0%	51,5%	70,6%	67,5%

Source Rapport national sur la situation de l'Education 2006 ; 2007 ; 2008 ; 2009

Figure 9:Evolution du taux de transition en 2nde



Source Rapport national sur la situation de l'Education 2006 ; 2007 ; 2008 ; 2009

La transition du Moyen au secondaire général a un TAMA de 0,05 sur la période 2006-2007. Le maintien des conditions et de ce rythme conduiraient à ***l'horizon 2015, une valeur de 69% de l'indicateur pour une cible de 67,5%.***

L'accès des filles est progrès ; le gain de 2,5 points entre 2008 et 2009 a ramené l'indice de parité de 0,90 à 0,96 ce qui conforte la résorption de la disparité entre les garçons et les filles, pour l'accès au cycle.

La scolarisation : TBS

Tableau 17: Evolution du TBS dans le Secondaire 2006-2009

Sexe	2006	2007	2008	2009	2011	2015
Filles	9,4%	11,0%	13,0%	15,5%	19,7%	29,4%
Garçons	14,6%	17,3%	18,7%	21,3%	29,7%	32,1%
National	12%	14,1%	15,8%	18,4%	24,7%	30,8%

Source Rapport national sur la situation de l'Education 2006 ; 2007 ; 2008 ; 2009

Le **TAMA du TBS** National dans le secondaire est à **0,18** sur la période 2006-2007. Cette tendance dans les mêmes conditions, conduirait à un ***TBS de 42,0% à l'horizon 2015 pour une cible de 30,8%*** soit un gain d'environ 11 points par rapport à la prévision. Le TBS des